

**Cuba affirme sa révolution et son droit d'être**  
**Nous sommes Cuba Vivante, le pays qui**  
**s'est employé à résister et à vaincre**

**- Discours du président de Cuba Miguel Diaz-Canel Bermudez -**



**Session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, le 16 décembre 2020**

*Discours de Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, à la clôture de la 6e Période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, dans sa 9e Législature, au Palais des Conventions, le 17 décembre 2020, « Année 62 de la Révolution »*

Cher général d'armée Raul Castro Ruz et chers *compañeros* de la Génération historique,

*Compañero* Esteban Lazo, président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire et président du Conseil d'État,

Députés,

Compatriotes,

Cuba a l'honneur, en un jour comme celui-ci, d'accueillir le *compañero* Gerardo Hernandez Nordelo en tant que membre de notre Conseil d'État, alors que nous célébrons le 6e anniversaire de son retour à la Patrie (Applaudissements).

Il y a un an, depuis cette même tribune, nous avons déclaré : « *Ils ont tiré pour nous tuer et nous sommes vivants !* » Nous présumions à l'époque que rien ne pouvait être pire que cette escalade de mesures visant à renforcer le blocus impérialiste et à attaquer les sources d'approvisionnement en énergie, les brigades médicales et toute possibilité de financement.



**Le président de Cuba, Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez**

Jusqu'à ce qu'arrive 2020, une année dure et pleine de défis comme peu d'autres à cause de la pandémie imprévue de COVID-19 qui a fermé brusquement, et pendant des mois, les portes de l'économie et de la vie elle-même.

Tout a empiré, car son impact est universel et a atteint des niveaux insupportables, du fait du renforcement opportuniste du blocus étasunien, preuve définitive de la profonde malveillance de nos adversaires.

Ils se sont obstinés à nous tuer ; mais nous nous sommes obstinés à vivre et à vaincre. Cuba Vivante est allée au-delà de ses propres possibilités.

C'est le destin de ce peuple : grandir face aux défis. C'est dans les gènes de la nation cubaine, forgée dans la résistance et la rébellion des esclaves qui ont refusé de l'être et dans la volonté des immigrés chargés de rêves ; c'est dans l'héritage des leaders indépendantistes qui brûlèrent leurs richesses dans le feu de la Révolution ; dans les mères de ses enfants nés au milieu du combat, et dans la forte identité du créole qui a mûri durant les longues années où la Patrie ne fut libre que dans la *manigua* [forêt tropicale]. C'est dans les générations successives qui ont laissé sang et semence dans des combats inégaux dans les rues et dans les montagnes jusqu'à la victoire.

Il n'est pas possible d'expliquer l'existence de la Révolution, son triomphe et sa survie face à un harcèlement sans pitié et de douloureux abandons, sans ces essences qui chaque jour nous mettent face à une histoire qui accumule désormais tant d'héroïnes et de héros par habitant qu'il devient difficile de les compter.

Mais l'exemple est contagieux. Au cours de ces mois de pandémie, nous avons été témoins d'exploits quotidiens de personnes de tous âges et de tous métiers, femmes et hommes, jeunes et personnes âgées. Y compris les enfants, qui sont devenus des éducateurs exemplaires de leurs parents quant à l'utilisation du masque, du lavage des mains ou de la distanciation physique, les trois piliers de la responsabilité individuelle dans cette bataille de tous.

Je tiens à dire ici aujourd'hui que chaque heure de ces mois de lutte contre la COVID-19 a été une heure de croissance et d'apprentissage. Il y a eu des journées tendues et épuisantes, mais nous n'avons jamais été gagnés par le découragement, tout particulièrement grâce au peuple.

Le découragement n'a pas de place lorsque l'on a face à soi l'héroïsme, non pas d'une personne ou d'un groupe, mais de toute une nation. Et cet héroïsme nous porte constamment, nous inspire à donner davantage, à agir davantage, à avoir honte quand le corps nous demande du repos.

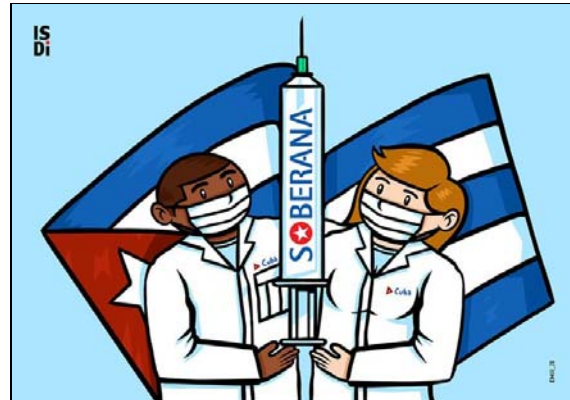
Tout en supportant des pénuries de toutes sortes, des files d'attente épuisantes et un renoncement temporaire aux fêtes et aux embrassades, nous, les Cubains, avons accepté les défis les plus difficiles en cette année 2020.

Le nouveau coronavirus est un défi gigantesque au milieu de la crise imposée par le blocus. Mais nous l'avons assumé sans crainte. Nous avons eu moins de médicaments, moins de nourriture, moins de transports..., mais aussi moins de contagions, moins de malades et moins de décès. Cela ne peut s'expliquer que par le fait que nous avons eu plus de volonté politique, plus de solidarité et plus de justice sociale. Plus de socialisme.

Dans le domaine de la science et de la médecine, nous avons établi des records en matière de dévouement et de sacrifices personnels et collectifs, ce qui a permis de placer très tôt le pays parmi ceux qui ont réussi à contrôler la pandémie.

Pour illustrer cela avec l'évidence des chiffres : le pays accumule 1 294 052 tests réalisés, avec 9 771 cas positifs, dont, malheureusement, 137 décès, pour un taux de létalité de 1,40, inférieur au taux mondial de 2,25, et également inférieur au taux de la région des Amériques de 2,54.

Nous sommes l'un des rares pays au monde à n'avoir enregistré aucun décès de femmes enceintes, d'enfants ou de personnels de la santé du fait de la COVID-19.



Près de 90 % des personnes infectées se sont rétablies grâce aux solides protocoles qui sont constamment améliorés. Les unités de soins intensifs ne se sont pas effondrées. Et parallèlement aux soins médicaux, les professionnels de la santé travaillent à plus de 800 recherches, qui ont abouti à des centaines de publications scientifiques. Plus d'une douzaine de produits biopharmaceutiques cubains sont utilisés dans les traitements, tandis que quatre candidats vaccins sont en phase d'essai et que des prototypes de trois modèles de respirateurs pulmonaires ont déjà été conçus, lesquels seront fabriqués par l'industrie nationale.

De même que l'histoire, avec ses siècles de lutte et de résistance, l'oeuvre éducative et le modèle de développement humain que la Révolution a choisis pour ses enfants, nous ont placés, dans la lutte contre la pandémie, devant des pays au développement semblable ou supérieur.

Le talent naturel du peuple et cette affirmation prémonitoire de Fidel selon laquelle nous deviendrions un pays d'hommes — et de femmes — de science, mais surtout son idée mise en pratique dans la volonté politique d'investir dans des domaines aussi nouveaux et presque exclusifs du premier monde, comme le génie génétique et la biotechnologie, les neurosciences et la production de médicaments, nous ont permis de nous placer à l'avant-garde des études sur la pandémie et les protocoles de soins, ainsi que sur le suivi des personnes infectées.

Un principe humaniste, inséparable de la Révolution : la vie humaine en tant que bien suprême de la société est à la base de la stratégie nationale de lutte contre l'épidémie à Cuba et dans 39 autres pays, où quelque 3 000 professionnels cubains ont été dépêchés durant ces derniers mois, regroupés dans 53 brigades du Contingent Henry Reeve.

Le harcèlement, la persécution, la diffamation et les pressions grossières exercées par l'actuel gouvernement des États-Unis contre d'autres pays pour avoir reçu ou simplement demandé le soutien du prestigieux Contingent, sont sans précédent.

Mais l'oeuvre de ces brigades a déjà touché si profondément les pays qui les accueillent que de leur gratitude est née la proposition d'attribution du Prix Nobel de la Paix au Contingent Henry Reeve, une candidature qui honore profondément un projet de Fidel dans ce monde régi par les égoïsmes



et les lois du marché. Une reconnaissance pour l'abnégation avec laquelle nos travailleurs de la santé sauvent des vies dans les conditions les plus difficiles et dans les endroits les plus reculés, où jamais n'arrivera la moindre aumône de ses persécuteurs.



**Contingent de la Brigade médicale internationale Henry Reeve se prépare à quitter pour l'Afrique du Sud pour porter assistance au combat contre la COVID-19, le 25 avril 2020.**

Sans céder à un excès d'optimisme, toujours dangereux dans la mesure où cela démobiliserait les actions qui doivent être maintenues dans le temps, nous traversons toutes les épreuves de la pandémie grâce au peuple et à l'impulsion précise de la science, un puissant moteur de traction multiple, si vous me permettez l'analogie.

Car il faut dire que les apports de l'intelligence collective ne se réduisent pas au domaine vital de la médecine et des services de santé publique. Nous sommes reconnaissants du fait que certains des plus brillants esprits de notre pays soient restés attentifs et aient contribué, à partir des plateformes numériques, avec une acuité critique, aux analyses scientifiques qui, également à partir de l'économie et des sciences sociales et historiques, devraient doter la nation d'un corps théorique indispensable à ce moment rempli d'urgences.

Les apports depuis le savoir et l'engagement envers le destin de la nation ne sont jamais insignifiants ou banals. C'est un signe qui distingue les nombreux Cubains qui accompagnent la Révolution dans tous ses efforts et qui veulent aider à la conquête de la prospérité en suspens. Et pour ceux d'entre nous qui remplissent aujourd'hui le devoir de gouverner, cela nous aide à rectifier dans le cours de la marche, ce dont nous n'aurons jamais honte et que nous ne nierons jamais. Nous savons que le fait d'étudier, d'apprendre et de prendre des décisions, à partir des savoirs collectifs, conduit toujours à des voies plus sûres et plus justes.

Compatriotes :

En cette année 2020, nous avons été confrontés à des conditions économiques exceptionnelles. Tout adjectif serait insuffisant pour qualifier l'atroce combinaison d'un blocus renforcé et d'une pandémie sur l'économie et la société.

Il s'agit d'effets cumulatifs de la traque financière et du siège de toute source de revenus en devises, qui se renforcent de façon opportune en pleine pandémie et de la contraction économique mondiale qu'elle provoque, associée à l'interruption de l'activité touristique, l'une des principales sources de revenus du pays ; la contraction des importations ; la diminution de l'activité productive et des services, tant dans le secteur étatique que non étatique, les dépenses de santé supplémentaires à celles prévues dans le plan, ainsi que l'augmentation des financements depuis le budget de l'État, entre autres.

Lors de l'élaboration du Plan de l'Économie pour l'année 2020, nous avons prévu, y compris dans

des conditions de fortes restrictions, d'atteindre une croissance de l'ordre de 1 %. Comme cela s'est produit dans pratiquement toutes les régions et dans tous les pays, la COVID-19 nous a obligés à modifier toutes les prévisions.



Le fait est qu'il n'y aura pas de croissance. Comme nous l'avons signalé ici, elle diminuera d'environ 11 %.

L'économie va chuter, mais elle ne s'interrompra pas. Nous avons approuvé la Stratégie économique et sociale et le Plan national de Développement économique et social jusqu'en 2030, et nous avons achevé les études pour la mise en oeuvre de la réorganisation monétaire, qui débutera le 1er janvier.

Au milieu du pire des scénarios, nous avons terminé d'importants travaux d'investissements dans les principaux programmes de développement, notamment dans le secteur immobilier, avec l'achèvement de 47 400 logements ; du tourisme, avec 2 000 nouvelles chambres ; la première centrale bioélectrique en fonctionnement dans le pays et des investissements dans le secteur hydraulique et de la production alimentaire, entre autres.

Parallèlement, 29 projets d'investissements étrangers ont été approuvés, pour un total de 2,455 milliards de dollars, 5 d'entre eux dans la Zone spéciale de développement de Mariel, importante enclave économique et stratégique du pays, où opèrent des entreprises de 21 pays et 11 multinationales. Cinquante-cinq entreprises y ont été approuvées, avec un montant d'investissement engagé de plus de 3 milliards de dollars, générant 11 763 nouveaux emplois.

Même si dans le scénario dans lequel a lieu l'élaboration du Plan économique pour 2021 prévaut l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie et à ses graves répercussions sur l'économie mondiale, l'année prochaine, nous prévoyons un processus progressif de reprise, avec une croissance comprise entre 6 et 7 %, ce qui exigera un travail intense de la part de tous les acteurs économiques. Pour atteindre cet objectif, il nous faut maintenir le contrôle de la COVID-19, afin de ne pas être confrontés à des reculs dans l'ouverture du tourisme que nous avons déjà amorcée et dans l'activité productive en général.

Le pays continuera à travailler à son développement. Le plan d'investissement est augmenté de 22 % par rapport à l'année 2020 ; 60 % des ressources étant concentrées dans les secteurs prioritaires : production alimentaire, médicaments, défense, tourisme, sources d'énergie renouvelables, programme de logement et usines de production de ciment et d'acier.

Malgré la contraction que nous laisse cette année, nous ne renonçons pas à atteindre la croissance prévue pour la deuxième phase du Plan national de développement économique et social, couvrant la période de 2022 à 2026.

À cette fin, nous devons continuer à avancer avec plus de rapidité et avec des priorités claires dans la mise en oeuvre de la Stratégie économique et sociale, et maintenir l'inflation sous contrôle, en évitant qu'elle ne dépasse pas les niveaux prévus dans la réorganisation monétaire ; encourager la

création de nouveaux emplois, principalement dans l'activité productive. Aussi est-il indispensable de promouvoir le développement local, en donnant la priorité au tourisme, en soutenant sa reprise progressive et en mettant l'accent sur les produits destinés au commerce de détail en monnaie nationale, en particulier ceux qui sont très demandés.

La priorité sera également accordée à la stimulation des investissements dans la Zone spéciale de développement de Mariel et à l'augmentation des ventes des entreprises nationales à la Zone au-delà de ce qui est prévu dans le Plan, ainsi qu'à la participation de l'industrie nationale en tant que fournisseur pour les ventes au détail et en gros en devises.

Dans ce contexte, il sera nécessaire d'améliorer le déficit budgétaire prévu, sur la base d'une plus grande efficacité des dépenses publiques et de l'augmentation des recettes du budget de l'État.

Avec le début de la réorganisation monétaire, l'année 2021 sera décisive pour la reprise progressive de l'économie, à condition que nous parvenions à créer des conditions plus favorables au développement du secteur productif national.

Ces priorités sont liées à certains des progrès réalisés au cours de cette année difficile, tels que les programmes de développement territorial, la gestion de la science et de l'innovation, les réseaux de laboratoires de biologie moléculaire, les nouvelles facultés accordées au système des entreprises, le programme de promotion de la femme, la politique de commercialisation des produits agricoles, la création de parcs technologiques et de sociétés commerciales en tant qu'interface entre les universités et les entreprises.

La conduite de l'économie a été conçue selon le principe d'assurer, comme objectifs essentiels, l'accès à la nourriture, au carburant, aux engrais et pesticides, aux médicaments, la satisfaction des exigences de la défense, ainsi que la priorité dans l'obtention de financements pour l'industrie nationale, en rendant effectif l'objectif de ne pas importer ce que nous pouvons produire efficacement dans le pays.

Le principe a été d'introduire des modifications pour obtenir une plus grande flexibilité, objectivité et innovation dans la réponse aux problèmes et la recherche de solutions.

*Compañeras et compañeros,*

Le défi de la période que nous évaluons aujourd'hui a été supérieur à tout autre moment, dans la mesure où nous avons projeté, durant l'année de la pandémie et de l'intensification du blocus, de lancer la mise en oeuvre de la réorganisation monétaire, tout en respectant un calendrier législatif très intense qui donnerait une force pratique à notre Constitution.

La Tâche de réorganisation est, sans aucun doute, le processus économique le plus complexe de ces dernières années. Mais le reporter aurait été encore plus coûteux dans le temps.

Nous suivons avec intérêt et respect les préoccupations de la population, dont nous sommes déterminés à construire le bien-être. Afin d'y répondre, des ministres et des spécialistes expliquent et expliqueront à maintes reprises et en détail les questions qui pourraient générer des doutes, qui sont presque tous dus à la nouveauté du processus.

Il existe des inquiétudes à propos des salaires, ainsi que sur les tarifs de l'électricité. Nous pourrions donner une réponse unique, en nous limitant à expliquer le maintien de subventions importantes aux secteurs qui consomment le moins ; mais dans le cadre de la réorganisation monétaire, aucune mesure ne peut être envisagée en dehors du contexte économique national et mondial, où les prix et l'accès aux carburants obligent les pays les moins développés à ajuster leur consommation.

Ce que nous pouvons affirmer catégoriquement, c'est qu'il ne s'agit pas d'une politique de thérapie

de choc, ni de « *corralitos* » financiers [mesures économiques restrictives], comme certains insistent à le présenter. Ce qui doit être revu sera revu et ce qui doit et peut être corrigé sera corrigé (Applaudissements).

La Révolution insiste sur sa ferme intention de ne laisser personne à l'abandon.

Il est vrai que nous avons dû recourir à des mesures telles que l'ouverture des magasins en monnaie librement convertible, tellement contestées, mais essentielles pour encourager les envois d'argent, les canaliser et résoudre une contradiction relevée de manière persistante et critique par des économistes et autres spécialistes, à savoir la fuite de devises à l'étranger qui drainait les maigres revenus du pays par le biais des acheteurs privés.

La solution a été d'attirer ces ressources sur le marché intérieur et, avec les recettes en monnaie librement convertible, financer les dépenses du pays en aliments et en carburant, à un moment où nous ne pouvions même pas compter sur l'arrivée de touristes et où la pandémie pesait lourdement sur les maigres capitaux disponibles.

Le vice-premier ministre Alejandro Gil Fernandez l'a déjà expliqué plus d'une fois : la vitalité du service national de l'énergie électrique et les minima du panier de base réglementé dont personne ne veut se passer, ne pourraient pas être garantis sans les devises, dont la disponibilité mettra encore du temps à se redresser à travers les productions et les exportations nationales.

Mesdames et messieurs les députés,

Beaucoup d'entre vous ont certainement constaté les manipulations et les pressions croissantes à travers lesquelles on accuse Cuba de retarder et de paralyser le calendrier législatif. Ils tentent de prendre les devants sur la direction de la Révolution, d'effacer plus de 60 ans de lutte pour les droits de la femme et contre toutes sortes de discriminations et d'abus, contre la violence et l'exclusion des secteurs sociaux qui, jusqu'en 1959, ne comptaient pas pour la politique nationale.

Au cours de cette session, conformément aux dispositions transitoires de la Constitution, deux lois importantes ont été approuvées, qui viennent compléter les normes requises pour l'organisation et le fonctionnement des organes locaux du Pouvoir populaire.

Nous avons pu constater que les deux dispositions normatives ont fait l'objet d'un travail ardu de la part des responsables de leur élaboration, notamment en raison du nombre élevé d'avis résultant des processus de consultation menés, tant au sein du gouvernement que parmi les dirigeants des provinces et des municipalités, les députés et le monde universitaire.

Comme il est spécifié dans les deux organes juridiques, leurs contenus feront l'objet d'évaluation par l'Assemblée nationale, un an après son entrée en vigueur. L'expérience acquise dans leur application nous permettra de procéder aux ajustements appropriés, compte tenu de la nouveauté d'une partie des institutions qui y sont établies.

Au total, six lois ont été approuvées cette année, conformément au calendrier législatif que nous avons dû réajuster, et elles sont l'expression de l'effort déployé pour respecter ce calendrier dans les circonstances complexes imposées par la COVID-19.

L'activité législative et, en particulier, les groupes de travail chargés d'élaborer les avant-projets ne se sont pas interrompus. Dans certains cas, en raison de la complexité des normes, il a été nécessaire d'étendre les consultations et de corriger plusieurs de leurs contenus.

Comme vous le savez, l'élaboration de normes ne se limite pas aux seules lois. Comme il a été indiqué ici, le Conseil d'État a approuvé cette année 25 décrets-lois, dont 11 conformément au calendrier établi, ce qui montre également l'effort consenti dans cette activité.

Le réajustement approuvé aujourd'hui montre une plus grande objectivité, résultat des expériences acquises depuis leur approbation par cette Assemblée.

Dans le cas particulier du Code des familles, nous restons déterminés à avancer dans tout ce qui est nécessaire, malgré les circonstances actuelles. Cette norme, comme nous le savons, a un large impact sur la société et exige la plus grande préparation, éducation et consensus social.

Le groupe de travail, coordonné par le ministère de la Justice et composé de spécialistes du Droit de la famille, de psychologues et de chercheurs de diverses institutions, a effectué un travail intense visant à définir les politiques fondamentales.

De même, nous avons été contraints de remettre à plus tard d'autres dispositions législatives, y compris certaines de celles prévues dans les dispositions transitoires de la Constitution et d'autres réglementant des questions d'intérêt pour la population.

Nous souhaitons ratifier l'invariable volonté de persévérer dans l'objectif de disposer des normes juridiques nécessaires pour mettre en oeuvre le nouveau texte constitutionnel et éviter tout vide juridique à l'avenir.

Dans les circonstances exceptionnelles que nous a imposées la pandémie, nous avons travaillé intensément pour faire avancer la discussion et l'approbation de lois visant à approfondir la justice sociale et renforcer l'État de droit. Et nous exigeons plus de dynamisme afin de respecter le mandat de rendre effective la Constitution.

Avec l'insistance permanente du général d'armée Raul Castro Ruz à la tête de ces processus, notre Parti et notre gouvernement ont accordé la plus haute priorité au respect d'un programme tendu et complexe, auquel nous travaillerons jusqu'à ce que les consultations soient épuisées et que les points de vue, les jugements et les évaluations, souvent contradictoires, de la majorité de la population aient été pris en compte. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons résoudre à la légère, car nous irions à l'encontre de l'esprit de notre Constitution.

Légiférer est un acte très sérieux, qui détermine le destin de tous les citoyens. Il nous appartient de le faire dans le moins de temps possible, mais toujours, avant toute chose, en partant du principe que nous sommes une assemblée libre des pressions des lobbyistes. Nous sommes l'Assemblée du peuple cubain et nous nous devons à ses exigences et à son temps. À personne d'autre (Applaudissements).

*Compañeras, compañeros,*

Passant aux questions de l'agenda international, nous devons également souligner l'impact unique et inattendu de la pandémie, qui a aggravé les contradictions déjà existantes dans le monde et les tensions d'une économie mondiale qui tendait à la décélération des volumes de production et des flux commerciaux.

De même que dans des situations historiques similaires, le plus grand fardeau de la crise est retombé sur les plus défavorisés et les plus démunis qui, dans la plupart des pays, ont subi l'aggravation de leurs difficultés, tandis que la pauvreté en général s'accroît parallèlement aux inégalités et à la polarisation sociale.

Incroyablement, les plus grandes fortunes de la planète, celles dont quelques-uns jouissent, ont obtenu des profits sans précédent avec la pandémie. Et, pour les majorités, les perspectives ne sont pas plus prometteuses pour l'année à venir.

L'impact général des déséquilibres déjà constatés continuera à s'aggraver, avec de grandes interrogations sur le moment et la manière dont la production manufacturière générale et la



prestation de services vont se redresser dans les grands centres économiques et dans les pays en développement ; avec une incertitude sur les flux commerciaux, l'emploi et la stabilité financière.

La politique extérieure ouvertement agressive et unilatérale des États-Unis au cours de ces dernières années a aggravé les menaces qui pèsent sur la paix, la sécurité et les mécanismes multilatéraux, régionaux et internationaux qui, depuis des décennies, et même avec des restrictions, ont soutenu le système des relations internationales, la coopération et le Droit international en tant que cadre de référence pour l'interaction entre les nations.

Pour Cuba et pour la plupart des pays, les possibilités d'échanges directs se sont réduites. Les réunions internationales ont dû recourir à des délibérations virtuelles, avec l'utilisation des technologies de la communication, ce qui a introduit une forme novatrice de pratiquer la diplomatie bilatérale et multilatérale, mais qui limite l'effet irremplaçable de l'interaction personnelle dans la promotion de la connaissance mutuelle, l'instauration de la confiance et la possibilité de délibérations approfondies sur des questions sensibles.

Dans ce contexte compliqué et sans cesser de prendre en charge aucune des priorités, le pays a continué à renforcer et à développer ses relations avec la communauté internationale, sur la base des principes de la Charte des Nations unies, en s'efforçant toujours de promouvoir la paix et la protection de l'environnement, en promouvant les postulats du Mouvement des pays non alignés et en restant constamment attaché à l'unité et à l'intégration des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous avons démontré notre capacité à maintenir et à étendre la coopération solidaire à de nouveaux domaines, ce qui constitue la pierre angulaire et la caractéristique singulière de notre politique étrangère.

Tôt ou tard, l'Histoire de cette pandémie néfaste et de son impact au niveau mondial sera écrite. Si elle est racontée avec honnêteté, il sera impossible d'ignorer le rôle de Cuba et celui de milliers de Cubains qui se sont volontairement rendus dans d'autres pays pour faire face au danger et pour honorer le serment d'Hippocrate qui accompagne dans la conscience et dans le cœur nos travailleurs dévoués de la santé.

Par ailleurs, nous avons adopté des mesures visant à protéger et à soutenir les citoyens cubains qui se trouvent à l'étranger. À cette fin, et compte tenu de la nécessité de respecter des protocoles rigoureux en matière de protection et de distanciation physique, nous avons facilité les formalités consulaires à distance. Malgré la nécessaire annulation des vols réguliers pendant environ sept mois, nous avons soutenu la réalisation de 94 vols charter qui ont permis le retour à Cuba de plus de 5 000 compatriotes de 56 pays, tout en adoptant des mesures exceptionnelles comme la prolongation automatique de séjour à l'étranger.

La volonté de continuer à renforcer les liens entre Cuba et ses ressortissants à l'étranger est irrévocable.

Il y a quelques jours, le 8 décembre, nous avons tenu le 7e Sommet Caricom-Cuba, qui a confirmé le renforcement des étroites relations avec nos frères et nos sœurs des Caraïbes, fondées sur le soutien mutuel, la coopération et la solidarité face aux défis que nous devons relever dans le système international injuste et inégal.

En ces temps où la coopération devient plus nécessaire, nous sommes fiers de partager la volonté et le dévouement de nos médecins et de nos professionnels de la santé qui fournissent des services dans tous les pays de la Communauté des Caraïbes et, pour la première fois, également dans cinq territoires non indépendants.

Nous remercions la solidarité et le respect des Caraïbes envers Cuba et nous défendons résolument

l'amitié mutuelle.

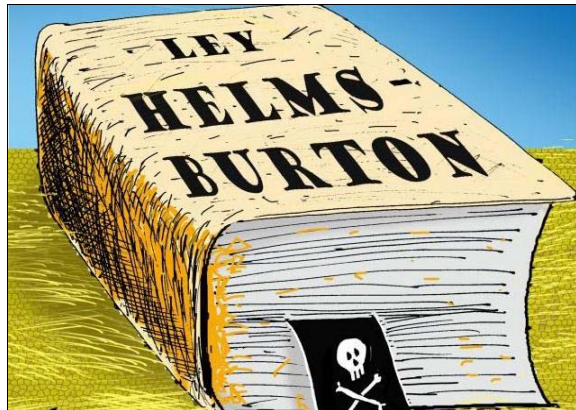
Quelques jours plus tard, nous avons tenu le 18e Sommet de l'ALBA-TCP, où nous avons ratifié notre rejet du comportement d'ingérence de l'impérialisme dans l'hémisphère et des tentatives d'imposer à nouveau la doctrine Monroe, tout en réaffirmant notre soutien à la Révolution bolivarienne et chaviste et au gouvernement frère du Nicaragua, et nous avons célébré le retour de l'État plurinational de Bolivie au sein de cette organisation.

La quatrième et dernière année de l'actuel gouvernement des États-Unis, le douzième depuis le triomphe de la Révolution, est sur le point de s'achever. Engagé auprès des secteurs les plus farouchement anti-cubains de ce pays, il a déclenché une guerre sordide contre Cuba pendant cette période, avec la prétention absurde de nous mettre à genoux, de briser la résistance de la Révolution et de nous forcer à faire des concessions, tant en politique extérieure que dans notre réalité intérieure. Son échec est retentissant et notoire.

Les conséquences sur l'économie et leur impact sur la vie et le bien-être de millions de Cubains ont toutefois été de grande envergure. La guerre économique a été dirigée avec perfidie contre les principales sources de revenus et contre l'approvisionnement en carburant, avec des mesures de nature non conventionnelle, indignes en temps de paix. L'intention d'étouffer les performances économiques du pays a été ouvertement déclarée, et certains se sont mis à compter les jours publiquement.

À l'effet déjà écrasant du blocus, se sont ajoutées des mesures qui le portent à un niveau qualitativement supérieur.

L'utilisation du Titre III de la loi Helms-Burton pour sanctionner ou menacer ceux qui font du commerce avec Cuba en toute légitimité ou qui y font des investissements, l'attaque des transferts d'argent, l'élaboration de listes fantasques pour appliquer des restrictions supplémentaires au système commercial cubain, les limitations additionnelles aux possibilités réduites de voyage, la traque criminelle de l'approvisionnement en carburant, le harcèlement des transactions financières dans tous les coins du monde et la campagne de pression contre les pays tiers pour qu'ils renoncent à solliciter notre coopération médicale, même lorsqu'ils en ont besoin, sont des actions qui portent la marque de Trump et le cachet de la cohorte d'extrémistes sans scrupules qui dirigent aujourd'hui ce pays.



Dans les médias nationaux et dans les forums multilatéraux, nous avons expliqué avec force de détails le coût pour l'Île de cette guerre que les États-Unis ont renforcée avec une volonté cruelle et impitoyable, dans le contexte de la pandémie.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est une chose que nous, les Cubains, ne pourrions pas oublier. La vérité ne peut être cachée : le blocus économique est moralement et juridiquement insoutenable. De nombreux hommes politiques étasuniens avec lesquels nous avons eu des échanges depuis des années en sont conscients, et nous serions surpris si quelqu'un pouvait encore soutenir le contraire.

Aucun dirigeant ne pourrait justifier, d'un point de vue éthique, qu'il est légitime de faire usage de la puissance économique et technologique écrasante d'une superpuissance comme les États-Unis pour soumettre pendant 60 ans à un étouffement économique une nation relativement petite, dotée de peu de richesses naturelles.

D'aucuns prétendent qu'il existe des divergences politiques entre nos deux gouvernements, et évidemment, il y en a. Nous avons de fortes divergences et des réserves sur ce qui se passe aux États-Unis. Mais cela ne donne pas à ce pays le droit de tenter d'imposer sa volonté par la force à cette terre et à ce peuple. Nous avons fait preuve d'une capacité de résistance unique et nous maintenons la ferme détermination à rejeter une telle entreprise.

Nous insistons sur la conviction qu'il est possible de construire une relation respectueuse et durable entre les deux nations et, comme cela a été dit avec une suffisante clarté, nous sommes prêts à discuter de tout sujet. Ce que nous ne sommes pas prêts à négocier et ce sur quoi nous ne cèderons pas d'un iota, c'est sur la Révolution, le socialisme et notre souveraineté. Les principes ne seront jamais sur la table ! (Applaudissements.)

Compatriotes,

Nous n'oublierons certainement pas que ce scénario aussi complexe que nous avons décrit aujourd'hui a coïncidé dans le temps avec la période électorale de notre voisin du Nord. Et Cuba est redevenue une question à l'ordre du jour électoral national. Les menaces ont plu et l'argent aussi pour favoriser ce que beaucoup considéraient comme le coup de grâce à Cuba, au Nicaragua et au Venezuela lors d'un second mandat du président encore en exercice. Ou une situation d'instabilité et de tensions qui empêcherait tout retour éventuel du dialogue en cas de victoire démocrate.

Ils nous sont tombés dessus sans réserve, des provocations à partir d'attitudes mercenaires connectées à de fausses grèves de la faim de soi-disant artistes qui cherchaient à attirer l'opinion publique et les intellectuels pour imposer des dialogues camouflés dans des préoccupations authentiques du secteur. Mais les réclamations extra-artistiques étaient bien plus nombreuses dans le but évident de servir de plate-forme à des projets de confrontation préalablement articulés, avec pour objectif de créer une opposition politique sans base sociale.

Et en toile de fond, des actions terroristes, de fausses nouvelles et des menaces violentes sur les réseaux sociaux. C'est, en quelques mots, le résumé du coup d'État, pas si doux, qui a été préparé pour Cuba comme prime de fin d'année difficile. C'est quelque chose que nos médias ont expliqué, courageusement et en détail, raison pour laquelle on tente, sans succès, de les dénigrer sur certaines plateformes financées depuis l'étranger.

Nous avons vu se projeter en temps réel les anciens et les nouveaux plans des services spéciaux étasuniens contre la Révolution, fruit des cours de formation au leadership de la NED et de l'USAID, l'attention qu'ils prétendent hypocritement accorder aux problèmes qui touchent et irritent la population, la plupart d'entre eux causés par le cruel blocus de ce même gouvernement qui les exacerbe afin de provoquer du mécontentement, mais aussi du fait de lacunes et d'erreurs de nos institutions dans leur lien indispensable avec ceux qui développent des activités qui leur sont rattachées.

Il s'agit d'une guerre sans pitié, qui ignore l'éthique et les principes et qui, sous couvert de prix et autres largesses, par l'intermédiaire de soi-disant ONG et agences dépendantes de gouvernements étrangers, financent des groupes et des actions visant à dénigrer et à affaiblir l'État.

Les « leaders formés en laboratoire » semblent prendre leurs distances par rapport aux violents, se déguisent en négociateurs politiques pacifiques et tentent d'imposer leurs agendas, en pariant sur l'explosion sociale si leurs demandes ne sont pas satisfaites. Sous ce feu, qui prétend nous distraire des tâches essentielles, il nous appartient de continuer à nous battre pour un pays meilleur, inlassablement.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les ennemis de la Révolution cubaine tentent de la frapper de manière opportuniste, à un moment difficile pour l'économie et la société. Ce n'est pas

la première fois que les loups se déguisent en brebis et essaient de prendre une tête de pont. Ce n'est pas la première fois qu'ils mentent et présentent au monde un pays différent de ce qu'il est en réalité.

Le récit est presque romanesque et des médias puissants ne manquent pas pour l'amplifier en espagnol et en anglais. Ils gonflent tellement les faits que, à un moment où les défis et les urgences sont si nombreux, nous courons le risque de détourner notre attention des questions qui concernent la vie de la nation pour prendre le rythme de ceux qui veulent la détruire.

Ce gouvernement n'est pas un gouvernement cloîtré dans des bureaux, déconnecté du peuple. Nous parcourons systématiquement les provinces, visitons les universités, les centres de recherche, les usines, les écoles, les hôpitaux, les pôles agricoles. Nous y avons dialogué avec ceux qui pensent et qui travaillent en tant que pays, avec ceux qui font en sorte que Cuba vive au milieu des attaques et des difficultés les plus dures.

N'oublions pas que pour chacun de ceux qui s'unissent sur les réseaux, convoqués par la haine, le revanchisme et le désir de nuire à un gouvernement, quitte à nuire à l'ensemble du peuple, il y en a beaucoup d'autres qui sont unis dans la passion de le sauver, de le faire avancer et de le rapprocher un peu plus de la prospérité souhaitée.

Pour la performance de nombreuses structures, institutions et espaces étatiques cubains, cette année a été une année de crise à cause de la COVID-19. Une année de crise sanitaire, économique et productive, mais elle a aussi été l'occasion d'apprendre à mieux utiliser les outils offerts par la technologie et de donner une impulsion, encore trop lente, à l'administration en ligne, nécessairement connectée aux préoccupations et aux questions des citoyens.

Il est également urgent de promouvoir des changements plus profonds au niveau structurel afin de libérer les forces productives, d'en finir avec la bureaucratie et de couper la voie à la corruption. Il nous appartient à tous de promouvoir les transformations avec agilité et lucidité. C'est un défi auquel participent actuellement des équipes multidisciplinaires, afin que chaque action soit soutenue par des critères scientifiques de gestion et ait lieu avec le moins de traumatisme possible.

Nous avons donné l'instruction et nous exigeons que les organismes et les institutions aient comme priorité dans leur agenda le lien réel et constant avec leurs bases et avec la population en général.

La vie nous a prouvé à maintes reprises que les mauvaises décisions, et les erreurs qui en découlent, peuvent être corrigées en temps utile si l'on garde l'oreille collée au sol, ce qui, en ce moment, peut signifier une attention attachée au battement de cœur du peuple, que ce soit virtuellement ou personnellement.

Je l'ai dit et je le répète : c'est la synergie indispensable pour le développement dans une société participative comme la nôtre. C'est la manifestation contemporaine de l'efficacité de l'authentique Pouvoir populaire.

*Compañeras et compañeros,*

Bien que nous nous soyons étendus aujourd'hui plus que de coutume, il y a une réflexion que je ne peux pas manquer de partager avec vous et avec tout notre peuple.

En marge des manipulations à travers les réseaux sociaux, de l'utilisation de médias et de formules qui s'avèrent efficaces pour des publics sensibles et cultivés, nous nous posons la question : Pourquoi s'en sont-ils pris à notre culture ?

Il n'est pas difficile de déchiffrer le mystère. À Cuba, Culture et Révolution sont des équivalents depuis l'origine même de la nationalité. Il suffit de se souvenir de ce 20 octobre, où Peruchio Figueredo écrivit les paroles de l'Hymne de Bayamo, monté sur la croupe du cheval sur lequel il



s'était lancé dans le combat aux côtés de Céspedes.

Viser la Culture, la fracture de la Culture cubaine, c'est viser le coeur de la Révolution cubaine, l'identité nationale.

Qui, si ce n'est nos grands intellectuels et artistes, sont les créateurs de l'idéologie de la rébellion et de l'anti-impérialisme ? Ce sont eux qui ont toujours marqué, avec leurs idées et leurs oeuvres, les limites de tout dialogue dans la nation qui émergea avec une identité très bien définie, en luttant contre un empire pour son indépendance et contre un autre pour sa souveraineté.

De leur génie est née la nation qui a inscrit son destin dans la loyauté supérieure envers le testament politique de José Martí : anti-impérialiste où qu'on le lise. Un peuple qui a défié les puissances impériales et qui est cruellement sanctionné par le plus long blocus de l'histoire pour sa décision de conquérir toute la justice, comme une aspiration authentique, et de construire le socialisme, les fusils en main et Fidel et Raul à l'avant-garde, à seulement 90 miles.

Le contexte est plus complexe et plus agressif que jamais et nous ne pouvons pas être naïfs. Il existe un essaim annexionniste qui veut détruire notre projet de pays, qui tente de tirer parti de nos pénuries et de paralyser les transformations en cours. L'industrie de la contre-révolution brasse beaucoup d'argent et exige des actions de la part de ceux qu'elle paie. C'est pourquoi les vandales affichent leur violence et les terroristes n'ont aucune honte à déclarer leurs opérations.

Le scénario du coup d'État en douceur est toujours actif et la guerre non conventionnelle cherche les espaces les plus divers pour se déclencher. De nouvelles provocations sont en cours, et nous les vaincrons à nouveau.

Avec unité, avec cohérence, avec empressement, sans crainte, avec le peuple, sans attendre de directives, sans retards, avec fermeté, d'une main sûre, avec intelligence, avec décence, avec lucidité et attachés à notre Constitution et aux principes que nous défendons, nous pouvons vaincre toujours et chaque fois de manière plus énergique (Applaudissements).

Il nous appartient également d'évaluer les failles, les lacunes, l'accommodement, l'insensibilité, le formalisme, la bureaucratie et l'immobilisme enkysté dans certaines institutions.

Revenons sans cesse sur le concept de Révolution que Fidel nous a légué, ainsi que sur son avertissement selon lequel seules nos erreurs pourraient conduire à l'autodestruction de la Révolution.

Renforcer le travail du gouvernement et des institutions en interaction directe avec les citoyens est une responsabilité qui a été approfondie dans le cadre de la nouvelle Constitution.

Il est vital pour la nation de maintenir vivant et en développement ascendant le dialogue avec les jeunes dans toutes les institutions et à tous les niveaux. Nous avons le devoir et la responsabilité de les attirer, en stimulant leur épanouissement personnel et professionnel, leur participation à des tâches importantes et aussi avec respect et prise en compte de leurs propositions.

Nous devons bannir définitivement le formalisme dans nos réponses à la population, aller au fond des questions et, chaque fois que cela sera possible, en face à face. Il ne s'agit pas seulement d'écouter et d'enregistrer chaque plainte ou chaque questionnement. Il s'agit de répondre efficacement et sans délai, chaque fois que cela sera possible, par une solution.

Cette obligation doit nous conduire constamment aux bases, pour écouter, prendre en charge, garantir la participation citoyenne, sans laquelle la démocratie socialiste n'a pas de sens. L'objectif est de faciliter l'accomplissement des tâches fonctionnelles de chaque entité.

Traiter les problèmes sociaux froidement et formellement, c'est trahir l'essence de la participation

populaire que nous exigeons. Il doit être clair que les institutions doivent affronter et résoudre les problèmes qui leur correspondent dans leur champ d'action.

Compatriotes,

En raison de son impact sur la vie de tous, le renforcement de l'économie et l'accélération du développement du pays constituent une priorité nationale.

Nous ne pouvons plus remettre à plus tard ce que le peuple a demandé lors des derniers congrès du Parti. Nous devons mettre en oeuvre sans délai tout ce qui est en suspens, aiguillonner le système d'entreprises, assurer la réorganisation et faire face intelligemment à la hausse des prix.

Nous faisons également appel au nécessaire secteur privé et coopératif. Il nous faut bannir les égoïsmes et la recherche exclusive du profit personnel qui poussent certains à pêcher dans les eaux agitées des nécessités du plus grand nombre, en augmentant abusivement les prix.

Ce peuple, noble et travailleur, a survécu à tous les sièges et à tous les abus impériaux avec une dose extraordinaire de solidarité et de générosité qui est désormais une partie inséparable de l'être national. L'égoïsme est une attitude qui ne prospérera pas dans notre Patrie.

Cuba appartient à tous ont réclamé certains ces jours-ci, mais il serait injuste d'en revendiquer la possession sans prendre en charge ses besoins. N'insistons pas sur le fait qu'elle nous appartient. Comprenons ce que signifie le fait de lui appartenir. « La patrie est un autel, non un piédestal » déclara José Martí, marquant les profondes différences entre ceux qui sont prêts à se sacrifier pour la servir et ceux qui voudraient se servir d'elle ou la livrer à d'autres.

Les organisations politiques et de masse sont appelées à être plus proactives et inclusives. Ne jamais négliger l'importante composante sociale dans leur travail politique et idéologique et travailler avec tous, non seulement avec les convaincus, mais aussi avec les apathiques, ceux d'entre nous qui n'ont pas pu les inclure ayant une part de responsabilité dans leur indifférence.

Aborder sans restriction le débat et l'attention aux questions sociales telles que la marginalité, la malhonnêteté, la vulgarité, les addictions, les dysfonctionnements familiaux, l'abandon scolaire, la situation des plus vulnérables, le féminicide, les discriminations de toutes sortes et autres problèmes qui, un jour, nous tombent dessus à travers les plateformes numériques, mais pas par les organismes qui ont la responsabilité de fouiller le terrain avec leurs ongles.

Les organisations sont appelées en permanence à agir dans les rues. Pas seulement pour organiser des meetings ou proclamer nos slogans. Elles sont appelées à travailler, à visiter des écoles, des quartiers, à interagir, à connaître les problèmes et les réalités de nos gens.

Nous ne pouvons pas permettre à trois ou quatre provocateurs de transformer une zone communautaire en un dépotoir médiatique pour ceux qui la présentent comme un territoire de gens qui détestent la Révolution.

Cubaines et Cubains,

Après une année aussi difficile et éprouvante, notre peuple mérite de célébrer ses avancées et sa résistance dans le meilleur environnement possible.

Travaillons socialement et intégralement à des projets avec les familles dans leur quartier, en les comblant de respect, d'identité et d'estime de soi, afin que tous leurs voisins se sentent fiers de ce bout de patrie, de leur pays, de leur gouvernement et de leur Révolution.

Nous avons montré notre capacité à relever tous les défis. Nous travaillons de manière organisée et nous sommes ici. Une fois de plus, nous avons vaincu et désarticulé les intentions les plus

perverses de l'empire pour détruire la Révolution.

Le peuple a grandi en cette année 2020, si difficile, qui a mis à l'épreuve notre résistance, notre solidarité, notre unité, mais nous a apporté de plus grands apprentissages. Et nous a donné la victoire.

Forts de ces apprentissages, l'horizon 2021 se présente à nous intense et stimulant, comme une étape vers le dépassement de nos propres limites, sur la voie du perfectionnement et de la continuité.

Nous devons nous consacrer à traduire en actes la conviction partagée que l'oeuvre de justice sociale que nous avons entreprise aura son meilleur soutien dans la croissance productive et efficiente à partir de nos propres réalisations.

En ces jours de fin d'année, de réunion indispensable pour continuer ensemble à « pousser le pays », comme l'a écrit le poète, nous sentons au plus profond de nous l'absence de voix aimées qui, pendant de nombreuses années, ont incorporé aux analyses et aux débats du Parlement la beauté et la force des idées qui tissent la nationalité cubaine, le sentiment de Patrie, la communauté d'intérêts et de rêves.

Nous nous souvenons en premier lieu de Fidel, qui a su, avec sa voix et ses idées, élever la pensée invulnérable de la nation face aux adversaires. Son fauteuil est toujours là, immortalisant l'héritage insurpassable de leçons politiques qu'il nous a laissées comme une tâche permanente.

Et, plus récemment, nous regrettons la présence de l'un de ses plus proches disciples et collaborateurs dans la mission de parler au peuple : le tribun du côté de la salle : Don Eusebio de La Havane, qui nous a toujours apporté ici le flux infini de l'intellectualité cubaine, dont se nourrissait son inoubliable éloquence.

Ils nous rappellent que toute pensée est une semence. Penser en tant que pays, c'est semer et fertiliser l'avenir.

Nous vous appelons à continuer à penser et à agir en tant que pays pour renforcer la certitude de triomphe et de créativité de cette Cuba vivante qui est devenue la prémisse des jours actuels.

Des raisons pour célébrer existent encore, d'autant plus de raisons que les épreuves que nous avons surmontées ont été plus difficiles. Félicitations aux Cubaines et aux Cubains !

Nous sommes Cuba Vivante ! Nous sommes le pays qui s'est obstiné à résister et à vaincre les sièges et les attaques les plus cruelles et les plus perverses. Et nous sommes ici : vivant, résistant, créant et triomphant.

En avant 2021 ! Cuba t'attend, vivante et fortifiée dans les batailles de l'année qui s'achève. Les enfants de la Génération du centenaire, ainsi que notre peuple, ont le devoir, l'engagement et l'honneur de donner continuité à l'Histoire qui nous a amenés jusqu'ici. Et notre devise demeure :

La patrie ou la mort !

Venceremos !

*(Ovation)*



Vignettes en anglais de la chanson « Con Cuba No te Metas » (« Avec Cuba, on ne plaisante pas ») reproduite dans le vidéo ci-dessus en cliquant [ici](#).

*(Traduction de la version sténographique de la Présidence de la République. Granma)*



---

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web : [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel : [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**